

Dans les mobilisations, dans les élections... Prenons nos affaires en main !

jeudi 5 avril 2012, par [BICHINDARITZ Manu](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2012).

Avec la candidature de Philippe Poutou, le NPA a fait le choix de présenter un ouvrier, un salarié « d'en bas » qui a une vraie légitimité quand il parle de la crise. Un candidat qui ne fait pas de la politique une affaire de professionnels mais qui défend l'engagement de toutes et tous pour transformer la société.

À droite, on pense qu'il suffit de se déguiser en « candidat du peuple » durant quelques semaines de campagne pour faire oublier que pendant cinq ans on a été « le président des riches ». Lamentable tentative que celle de Nicolas Sarkozy pour relancer une opération séduction auprès des catégories populaires, lui qui s'en est si peu soucié hormis pour leur faire payer durement la crise. À gauche, après un casting géant nommé « primaire socialiste », c'est François Hollande qui a décroché le gros lot parmi celles et ceux qui au PS rêvaient de la présidentielle... Le couronnement d'une carrière en politique, comme d'autres en mènent dans les affaires.

Dans le petit monde des politiciens, quelquefois même très à gauche, la fonction présidentielle suscite tout les espoirs. De la rencontre entre un homme et un peuple à la posture de l'homme providentiel, on se vautre dans cette ve République pour tenter d'illusionner sur sa capacité à changer la vie quotidienne de millions de personnes.

Représenter la dignité populaire

Cette conception de la politique n'est tout simplement pas la nôtre. Philippe Poutou est un simple salarié, ouvrier dans l'automobile dans une usine près de Bordeaux, comme Olivier Besancenot, candidat de la LCR en 2002 et 2007, était facteur. Avec cette candidature, nous voulons d'abord afficher nos couleurs, celle d'un camp social. En faisant irruption dans cette campagne électorale, nous voulons faire la démonstration que nous pouvons nous mêler de nos affaires, même quand on exige de nous l'inverse ! Se nourrir, se loger, se chauffer, travailler, circuler... aucun de ces sujets n'est absent de nos vies, constituant pour beaucoup d'entre nous une préoccupation de tous les instants, tant la précarité s'est installée dans notre quotidien.

De tout cela, beaucoup de candidatEs veulent faire des thèmes de campagne pour promesses électorales. Mais qu'en connaissent-ils vraiment ? Notre candidat lui ne bluffe pas quand, devant les caméras et micros des médias ou pendant les réunions publiques, il se révolte contre l'injustice d'un système qui plonge le plus grand nombre dans la difficulté pour le bénéfice d'une poignée. En cela, il est l'écho de celles et ceux qui sur leur lieu de travail ou d'étude, dans leur quartier, n'en peuvent plus.

Aussi en choisissant comme candidat un salarié qui s'est battu durant plusieurs années avec ses camarades pour sauver leurs emplois contre une multinationale, nous voulons montrer que celles et ceux que l'on n'attend pas peuvent relever la tête. Ne pas se résigner, se révolter, résister, lutter collectivement, voilà les seules conditions du progrès social. Hier la Commune de Paris ou les luttes du Front populaire. Aujourd'hui, les révolutions dans le monde arabe ou la mobilisation des IndignéEs du monde entier.

Une démocratie réelle maintenant !

Être consultés tous les cinq ans pour choisir un personnel politique totalement hors de contrôle, voilà le fonctionnement ordinaire d'un système où la démocratie parlementaire sert de paravent à la dictature des marchés. C'est pour cela que nous voulons la suppression de la fonction présidentielle ainsi que celle du Sénat, une instance réactionnaire. Si l'on veut que le pouvoir puisse être l'affaire de tous, il faut que l'Assemblée nationale, censée nous représenter, soit élue à la proportionnelle intégrale, ce qui permettrait au moins que tous les différents courants politiques y soient représentés et que le débat puisse avoir lieu sur tous les sujets qui nous concernent. En limitant le cumul des mandats et leur nombre, on pourrait peut-être aussi voir au sein des institutions des personnes à l'image de la réalité de notre société : des salariéEs, des femmes, des personnes issues de l'immigration... Et évidemment il devrait être possible de révoquer les éluEs qui ne respectent pas leur mandat, des éluEs rémunéréEs au salaire moyen de la population.

Une démocratie réelle, cela devrait être aussi la possibilité d'avoir d'autres cadres de décision que la simple représentation nationale. S'appuyer sur la mobilisation des premierEs concernéEs pour prendre les décisions au plus près – sur nos lieux de travail, d'habitation, à l'échelon géographique le plus adapté – ce serait le meilleur moyen de prendre enfin le contrôle de nos vies.

Ces exigences, il faudra les imposer, en commençant par les exprimer en votant pour la candidature de Philippe Poutou.

Manu Bichindaritz

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 143 (05/04/12).*

POUTOU (NPA) ACCUSE SARKOZY DE « COUPS TORDUS » CONTRE LES SYNDICATS

RENNES, 2 avr 2012 (AFP) - Le candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) à la présidentielle, Philippe Poutou, a accusé lundi Nicolas Sarkozy de se livrer à des « coups tordus » contre les syndicats, après les accusations du président-candidat contre les syndicalistes CFDT d'ArcelorMittal.

« Sarkozy fait comme tous les patrons, ils ne supporte pas quand les gens relèvent la tête. Les coups tordus contre ceux qui se battent, les tentatives pour les discréditer, les calomnier, ça fait partie du lot quotidien dans les batailles sociales », a-t-il déclaré lors d'un point-presse à Rennes.

« C'est une tentative de diviser à l'intérieur des syndicats, de briser les résistances. Tout est bon, d'autant plus qu'on est en campagne électorale », a-t-il ajouté.

« Là, c'est la CFDT qu'il faut casser parce qu'elle a la cote. Arcelor a un côté lutte emblématique, beaucoup de gens s'y retrouvent, cela devient un peu le porte-parole de la colère de tout le monde », a dit M. Poutou.

Lundi, dans un entretien à la presse régionale, M. Sarkozy s'en est pris aux « permanents de la CFDT » d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), disant qu'ils « trahissent la confiance des salariés » et font « de la politique au lieu de défendre l'intérêt des salariés ».

La semaine précédente, M. Sarkozy avait vivement pris à partie la CGT, accusant ses permanents « d'avoir scandaleusement empêché la diffusion de Ouest-France » où figurait une interview du

président-candidat.

M. Poutou devait tenir dans la soirée un meeting dans la capitale bretonne.
